

Conseil franco-allemand de défense et de sécurité



Paris, 13 juillet 2017 — Relevé de conclusions

I. Renforcer la défense européenne

• **Coopération structurée permanente**

La France et l'Allemagne sont déterminées à promouvoir une politique européenne étrangère et de sécurité qui soit véritablement commune, et à ce que l'Union européenne devienne un acteur efficace sur la scène mondiale, notamment en matière de sécurité et de défense.

La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune : elle fournit à l'Union européenne des capacités opérationnelles en mobilisant des moyens civils et militaires. Le renforcement de la politique de sécurité et de défense nécessitera que les États membres fassent des efforts en matière de capacités, qu'elles soient civiles ou militaires.

Dans le domaine de la sécurité et de la défense communes, la France et l'Allemagne considèrent que le lancement d'une Coopération structurée permanente (CSP) inclusive et ambitieuse est extrêmement important et qu'il s'agit d'une étape essentielle dans le renforcement de la cohérence, de la continuité, de la coordination et de la collaboration entre États européens. Cette coopération rassemblera tous les États membres qui le souhaitent et qui auront pris des engagements plus contraignants afin de réaliser les missions les plus exigeantes.

Avec la Coopération structurée permanente, le Traité de Lisbonne met en place un cadre politique permettant aux États membres de l'Union d'améliorer leur solidarité et leur coopération, ainsi que leurs moyens militaires et leurs capacités de défense respectifs, au moyen d'initiatives coordonnées et de projets concrets. Cela contribuera à la réalisation du niveau d'ambition de l'Union européenne ainsi qu'à la capacité des Européens comme de l'Union à contribuer à la sécurité et à la stabilité. À long terme, la Coopération structurée permanente pourrait mener à la constitution d'un ensemble de forces cohérent et couvrant tout le spectre des capacités, agissant de façon complémentaire à l'OTAN - laquelle continuera d'être la pierre angulaire de la défense collective pour ses membres.

Afin de nourrir le débat parmi tous les membres de l'Union européenne intéressés, la France et l'Allemagne sont convenues d'une liste d'engagements contraignants et d'éléments pour une Coopération structurée permanente inclusive et ambitieuse, qui comprend un calendrier et des mécanismes d'évaluation spécifiques. Ces propositions pourraient former la base d'un accord européen plus large, qui garantirait un haut niveau d'ambition pour une future Coopération structurée permanente, et pourraient constituer le cœur des engagements contraignants conduisant sans délai au processus de notification.

Afin d'opérationnaliser la Coopération structurée permanente, la France et l'Allemagne sont également convenues qu'il était nécessaire d'identifier des projets concrets, et ont appelé tous les États membres de l'Union européenne à mener à bien ce processus.

• **Fonds européen de la défense**

La France et l'Allemagne soutiennent le Fonds européen de la défense, qui est un pilier important de l'intégration du secteur de la défense européenne. Elles accueillent également avec satisfaction

la proposition de règlement relatif au Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIPD) : il s'agit d'une étape importante dans la facilitation de la coopération transfrontalière en matière de défense, renforçant ainsi les synergies ainsi que les capacités de défense et l'autonomie stratégique européennes. Dans cet esprit, le Fonds européen de la défense devrait être associé à l'examen annuel coordonné en matière de défense (CARD) et à la Coopération structurée permanente. La coopération structurée ne pourra progresser que par l'intermédiaire de projets multinationaux concrets. La France et l'Allemagne ont identifié de premiers exemples de projets afin de promouvoir dès le début le Fonds européen de la défense et le Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense. D'autres projets seront identifiés dans les semaines à venir.

La France et l'Allemagne travailleront en étroite collaboration afin de fournir davantage de contenu commun, par l'intermédiaire du Conseil, à la proposition de la Commission de règlement relatif au Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense.

II. Renforcer conjointement les capacités militaires

• Nouvelle génération de systèmes terrestres

La France et l'Allemagne poursuivront leur collaboration relative à un système majeur de combat terrestre et à un système commun de tir indirect de nouvelle génération, qui s'ouvrira à d'autres pays européens lorsque ces projets seront suffisamment développés. Après achèvement réussi de la phase d'étude bilatérale, une feuille de route sera établie d'ici à mi-2018 pour la prochaine étape.

Un groupe de travail de haut niveau sera créé afin de définir une vision commune de notre ambition industrielle en matière de systèmes terrestres.

• Systèmes de patrouille maritime

La France et l'Allemagne conviennent de chercher une solution européenne afin de remplacer leurs capacités actuelles respectives. Une feuille de route commune sera mise au point en 2018.

• Eurodrone

La France et l'Allemagne ont souligné l'importance du principe de la poursuite de leur participation commune au programme Eurodrone, aux côtés de l'Espagne et de l'Italie. L'Allemagne et la France sont convenues de continuer l'étude en cours fondée sur un design bimoteur, afin de remplir les missions essentielles et de satisfaire aux exigences juridiques internes de l'Allemagne. Une attention particulière sera accordée à la combinaison de la performance opérationnelle (notamment la déployabilité et la maintenabilité) avec un coût abordable tout au long du cycle de vie du système. La chaîne de mission de l'Eurodrone relèvera dans une forte mesure de la souveraineté européenne ; il sera doté de toutes les capacités militaires nécessaires. L'Allemagne dirigera ce programme, dans le respect de ces paramètres. L'objectif est de parvenir à un contrat global avant 2019.

• Avions de combat

La France et l'Allemagne conviennent de développer un système de combat aérien européen, sous la direction des deux pays, pour remplacer leurs flottes actuelles d'avions de combat sur le long terme. Les deux partenaires souhaitent mettre au point une feuille de route conjointe d'ici à mi-2018.

• Hélicoptères

La France et l'Allemagne conviennent de mettre en place un cadre de coopération pour le prochain standard de l'hélicoptère Tigre, ainsi que pour un programme commun de missiles tactiques air-sol.

- **L'espace**

La France et l'Allemagne conviennent de fournir de l'imagerie satellitaire (SARah/CSO) au Service européen pour l'action extérieure, éventuellement en partenariat avec d'autres États membres. Elles conviennent également de coopérer en matière de capacités de surveillance militaire de l'espace, afin de partager une situation spatiale coordonnée. Elles insistent sur le niveau de sécurité élevé requis pour le programme Galileo, afin de garantir l'autonomie stratégique de l'Europe (surtout en ce qui concerne les applications militaires) et la crédibilité internationale de Galileo.

- **Coopération numérique**

La France et l'Allemagne conviennent de lancer une coopération structurée entre leurs commandements cyber, en procédant notamment à des échanges d'officiers cyber. Elles partageront également des analyses, en particulier concernant les systèmes de cybersécurité devant être intégrés aux systèmes d'armement élaborés conjointement par les deux pays, et accéléreront l'élaboration conjointe d'algorithmes pour les réseaux définis par logiciels (*Software Defined Networks*, SDN). L'Allemagne rejoindra l'initiative européenne ESSOR de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAr) afin de mettre au point une radio logicielle interopérable.

- **Innovation**

La France et l'Allemagne promouvront une coopération plus étroite en matière de recherche et technologie de défense. En particulier, elles travailleront sur des priorités communes devant être financées dans le cadre de la nouvelle Action préparatoire européenne et du futur Programme européen de recherche de défense, dans le but d'optimiser le financement commun et d'éviter la concurrence entre les deux pays.

La France et l'Allemagne mettront au point une stratégie commune visant à mettre en commun et à accroître la recherche et la technologie en matière de technologie numérique à double usage (au sens large, ce qui inclut l'intelligence artificielle, la robotique, l'informatique quantique), ainsi qu'à analyser l'influence de ces technologies sur la défense. Une feuille de route industrielle commune sera mise au point. Elle identifiera les secteurs prioritaires, facilitera le transfert de connaissances de la recherche à l'industrie et désignera des mécanismes financiers, en tenant compte des initiatives déjà existantes.

- **Évaluation des progrès**

Les ministres de la Défense français et allemand se réuniront en octobre et en décembre 2017 afin d'évaluer les progrès des actions communes évoquées plus haut.

La France et l'Allemagne travailleront à coordonner leurs politiques de contrôle des exportations de capacités militaires.

III. Améliorer la coopération opérationnelle

- **Coopération avec le G5 Sahel**

La région du Sahel fait face à de nombreuses menaces sécuritaires, en particulier la pression constante des groupes terroristes et un flux significatif de trafics. La France, l'Allemagne et les pays du G5 Sahel ont un intérêt commun à affronter ensemble ces défis. La France et l'Allemagne

s'engagent à conduire une initiative commune soutenant le développement de la force multinationale du G5, pour combattre plus efficacement les activités transfrontalières illégales et les groupes terroristes. Afin de garantir une bonne appropriation, les pays du G5 devront apporter leurs propres contributions ambitieuses. La France et l'Allemagne prévoient de renforcer de façon importante les capacités de la force multinationale du G5, au moyen d'équipements et de formation. Cette initiative constitue un point de départ vers davantage de soutien européen bilatéral et fait partie de l'effort global commun des Nations Unies et de l'Union européenne. À l'avenir, le/la Haut(e) représentant(e) de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité pourrait jouer un rôle essentiel dans la coordination du soutien de l'Union européenne et, le cas échéant, de celui des États membres.

- **OTAN**

La France, dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'Alliance, déploiera en 2018 des troupes dans le groupement tactique de l'OTAN en Lituanie, avec l'Allemagne comme nation-cadre. Ce déploiement commun contribuera à renforcer l'interopérabilité de nos forces armées.

- **Coopération des forces aériennes**

Conformément à l'accord intergouvernemental signé entre les ministères de la Défense le 10 avril, la France et l'Allemagne se sont engagées à créer, d'ici à 2021, une unité binationale d'avions de transport militaire C-130J, et à ouvrir un centre de formation bilatérale à Évreux. Cette initiative contribuera à créer une culture opérationnelle commune entre nos forces aériennes.

IV. Garantir la sécurité et combattre le terrorisme

- **Assurer la mise en œuvre de la législation adoptée par l'Union européenne**

La France et l'Allemagne veilleront à assurer la mise en œuvre effective des contrôles systématiques aux frontières extérieures de l'UE, conformément au nouvel article 8-2 du Code frontières Schengen, entré en vigueur le 7 avril 2017. Elles demandent un soutien financier de l'UE pour mettre en place les infrastructures nécessaires dans les États membres, afin d'éviter un nombre excessif de dérogations.

Elles sont prêtes à proposer un soutien juridique et technique à leurs partenaires européens, notamment dans le cadre de l'agence européenne EU-LISA, pour la mise en place du système européen PNR de données des dossiers passagers, qui doit être mis en application d'ici le 25 mai 2018. Les vols à bas coût et les vols à l'intérieur de l'UE devront également être couverts.

La France et l'Allemagne soutiennent l'organisation d'un exercice de l'Agence FRONTEX aux frontières extérieures de l'UE d'ici fin 2017, pour vérifier que la réserve d'intervention rapide de FRONTEX, qui compte 1 500 gardes-frontières, est bien opérationnelle (comme prévu dans la feuille de route Frontex).

- **Renforcer encore la sécurité européenne**

La France et l'Allemagne donneront la priorité à l'adoption du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) avant fin 2017, ainsi qu'à la mise en œuvre du système d'entrée/sortie (EES). Indépendamment de ce qui précède, elles examineront conjointement des options pour un enregistrement du franchissement des frontières extérieures de l'UE par les citoyens de l'UE.

Elles veilleront à ce qu'une suite soit donnée à la demande franco-allemande de modification de l'article 25 du Code frontières Schengen visant à permettre plus de souplesse pour le rétablissement de contrôles temporaires aux frontières intérieures de l'UE en tant que de besoin.

La France et l'Allemagne signeront prochainement une déclaration d'intention sur la coopération dans le domaine de la cybersécurité. Elles soutiennent la proposition de nouvelle stratégie de

cybersécurité de l'Union européenne. Dans cette perspective, elles encourageront l'élaboration d'une certification européenne et de normes techniques communes, qui devront être adoptées par l'ensemble des États membres.

La France et l'Allemagne sont favorables à la création d'un Centre européen pour la prévention de la radicalisation et pour la déradicalisation, afin d'étendre le Réseau européen de sensibilisation à la radicalisation (RAN).

Elles encouragent la Commission européenne à proposer un projet de législation afin de garantir que les propositions effectuées par le Groupe de haut niveau sur l'interopérabilité des systèmes d'information sont mises en œuvre.

- **Partage des informations**

La France et l'Allemagne sont déterminées à échanger plus d'informations entre États membres de l'Union européenne sur les combattants terroristes étrangers et sur les individus radicalisés à l'intérieur de leurs frontières, et sont résolues à faire avancer les mesures destinées à lutter contre cette menace.

- **Empêcher les groupes terroristes d'utiliser l'internet**

Dans la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, la France et l'Allemagne sont déterminées à combattre l'utilisation abusive de l'internet et des médias sociaux par les groupes terroristes, sans perdre de vue leur attachement à la liberté d'expression.

Elles appellent les entreprises de l'internet à redoubler d'efforts pour veiller à ce que les contenus visant à diffuser la propagande en faveur du terrorisme, les discours de haine illicites et l'extrémisme violent soient retirés rapidement et de manière permanente. Ceux-ci devraient être entièrement retirés dans un délai de 24 heures après leur signalement aux autorités compétentes. Les fournisseurs d'accès internet et les administrateurs des applications pertinentes doivent consacrer les moyens nécessaires à cette fin, et notamment développer rapidement, et partager, de nouvelles technologies et de nouveaux outils pour renforcer la détection automatique et le retrait des contenus incitant à commettre des actes terroristes. La France et l'Allemagne appellent les États membres et les entreprises de l'internet à coopérer sur ces questions avec l'Unité de signalement des contenus sur l'internet d'EUROPOL (IRU). Elles travailleront ensemble, et encouragent les États membres à partager leurs efforts pour améliorer la capacité de signalement de ces contenus dès leur apparition dans le domaine public.

Elles demandent également aux entreprises de fournir des réponses systématiques et rapides aux demandes émanant des services de police et de justice dans le cadre de leurs enquêtes. La disponibilité des données devra être assurée. Tout en étant pleinement conscientes de l'importance du chiffrement de bout en bout, la France et l'Allemagne souhaitent traiter, par des mesures adaptées, le défi que posent ces systèmes qui permettent aux terroristes de communiquer entre eux. Elles demandent aux administrateurs des applications concernées de coopérer au maximum avec les services de police et de justice.

Un accès effectif aux preuves électroniques, incluant le stockage des données, est indispensable à la lutte contre le terrorisme. Ces mesures devront être accompagnées des mesures législatives appropriées au niveau européen, en tant que de besoin. La France et l'Allemagne saluent et encouragent la poursuite des différentes actions entreprises par les fournisseurs d'accès internet et par les administrateurs des applications pertinentes pour promouvoir les discours alternatifs positifs des acteurs de la société civile, afin de riposter à la propagande terroriste en ligne.